

Révision des mesures de sauvegarde : des ajustements peut pertinents

03/09/2019 – Tribune de la Sidérurgie

Bruxelles.- Les producteurs indépendants de fil machine européens se disent « extrêmement déçus » par la proposition finale de la Commission européenne relative à la révision des mesures de sauvegarde s'appliquant au fil machine. « Il est inconcevable qu'une telle institution ne se penche pas sur les détails spécifiques inhérents au fil machine de catégorie mesh », déplore Kris van Ginderdeuren, président d'Eunirpa, l'association fédérant les transformateurs non intégrés de fil machine européens. En juillet, l'association a soumis l'idée selon laquelle le quota relatif à la catégorie 16 devrait représenter la moyenne annuelle du volume des importations de fil machine enregistrées entre 2016 et 2018, plutôt que celle portant sur la période 2015-2017. Eunirpa justifie sa proposition par le fait que dans le premier cas, la moyenne a bondi de 20% tandis qu'elle s'est accrue de 5% dans le second.

Suprématie des usines intégrées

« Il est évident que la commission n'a aucune idée de la situation à laquelle nous sommes confrontés. Il semblerait que Bruxelles accorde un traitement de faveur aux usines intégrées européennes en vue de renforcer leur position dominante. Nous interprétons cette décision comme un permis de tuer les fabricants de machine non intégrés », se désole le patron d'Eunirpa. « Nous ignorons de quelle manière nous pouvons nous défendre au sein d'un nouveau marché du fil machine, créé artificiellement et en proie à de grandes perturbations », se désole Kris van Ginderdeuren, également dirigeant de la société néerlandais Van Merksteijn.

Même son de cloche chez Eurofer et VW Stahl

Hans Jürgen Kerkhoff, président de WV Stahl, la fédération allemande de l'acier, vilipende également les ajustements proposés par l'institution européenne : « les propositions de la Commission ne permettront pas de prémunir efficacement l'industrie sidérurgique allemande et européenne contre des importations massives d'acier ». Le patron de la fédération allemande invite les états membres de l'UE à collaborer en vue de parvenir à une solution efficace visant à éviter de pénaliser davantage le secteur. Le président du conseil d'entreprise ArcelorMittal Bremen désapprouve également la décision de la Commission. Au vu du contexte défavorable du segment de l'acier, il juge la proposition de réduction de 5% à 3% du rythme de libéralisation des quotas insuffisante. Même son de cloche chez Eurofer, pour qui une hausse de 3% des quotas autorisés effective lors de la prochaine période d'application, est bien supérieure à la croissance de l'ensemble du marché de l'UE.



Kris van Ginderdeuren, Eunirpa